



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

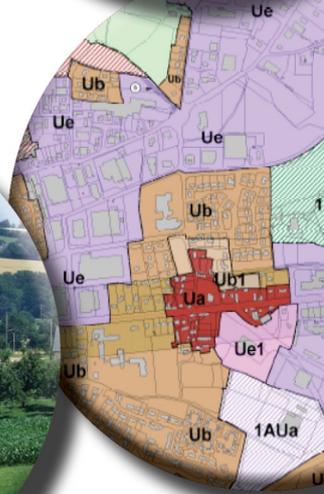
*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

PRÉFET  
DE LA MAYENNE

Direction  
Départementale des  
Territoires

# Bilan 2022 de la CDPENAF

CDPENAF janvier 2023



# Règles de fonctionnement CDPENAF 53

- **Un règlement intérieur** revu le 10 juin 2022
- **Des réunions mensuelles en présentiel ou consultations par voie dématérialisée**
- **Des avis réputés favorables** s'ils ne sont pas intervenus dans les délais :
  - SCoT et PLU(i) : **3 mois**
  - Cartes communales : **2 mois**
  - Autorisations individuelles : **1 mois**
  - Études préalables dans le cadre des compensations collectives agricoles : **2 mois**

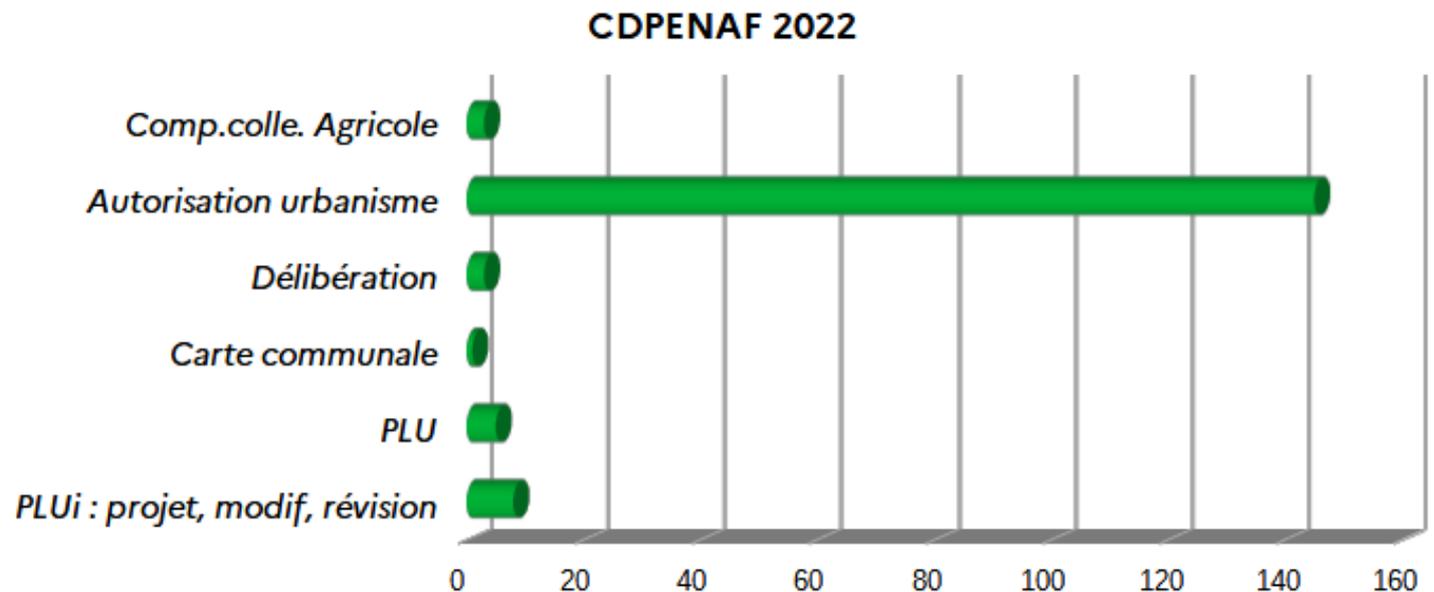
# 1-Bilan quantitatif 2022

La CDPENAF s'est réunie 13 fois en 2022, dont 1 fois sous forme écrite => 166 avis exprimés.

Elle a formulé un avis sur :

- 149 dossiers d'autorisation d'urbanisme,
- 14 documents d'urbanisme ( PLU, PLUi, CC, DP)
- 3 compensations collectives agricoles.

## Répartition thématique des avis exprimés



PRÉFET  
DE LA MAYENNE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

# 1-Bilan quantitatif 2022

3 dossiers « compensation collective agricole » ont été soumis pour avis (2 en 2021):

- Changé : création du lotissement Golf XIII (24 886€)
- CC Pays Craon (Cossé le Vivien) : création de la ZA des rues ( 143 000€)
- Parc photovoltaïque à La Bazouge de Cheméré (0€, suivi de l'évolution agricole des parcelles).

## Avancement de la compensation:

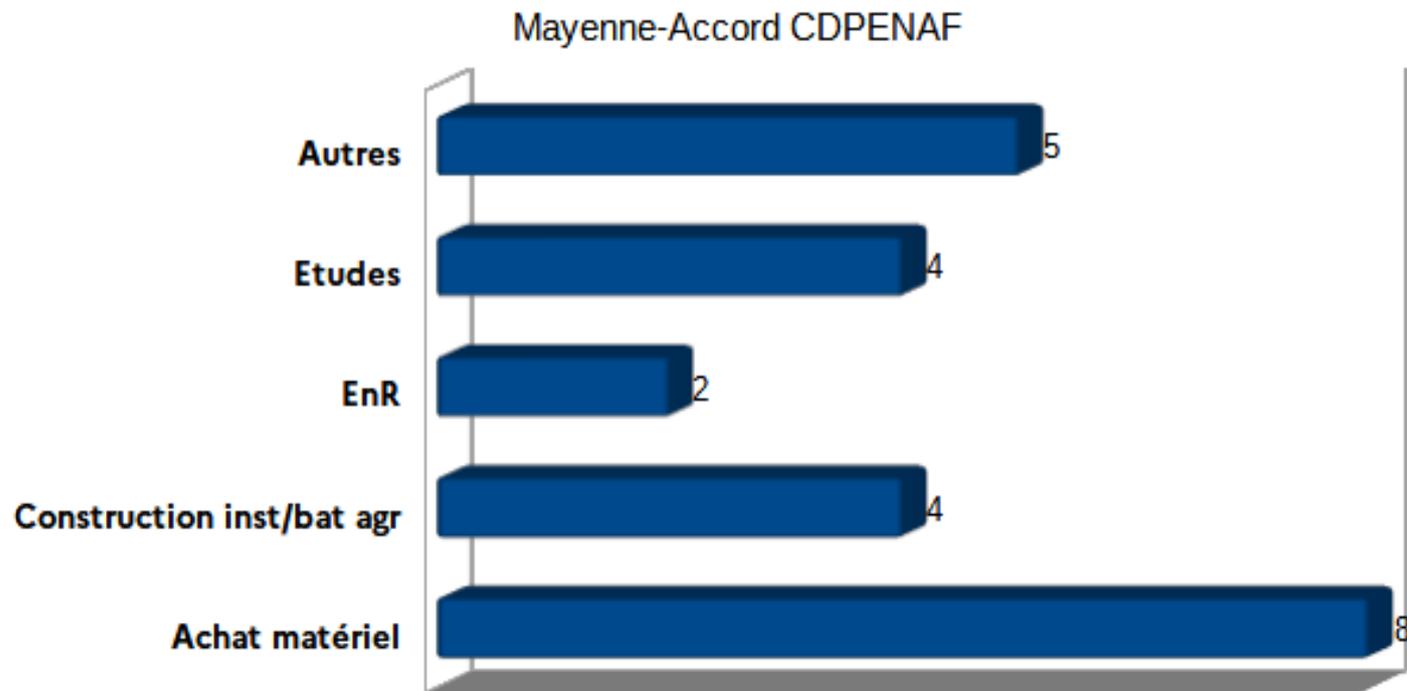
- Changé : 56 % payés
- CC pays de Craon : montants notifiés aux bénéficiaires, en attente de justificatifs de réalisation pour mise en paiement.

# 1-Bilan quantitatif 2022

## Compensation collective agricole:

Point d'étape des CCA acceptées par la CDPENAF depuis 2020 : typologie des actions financées

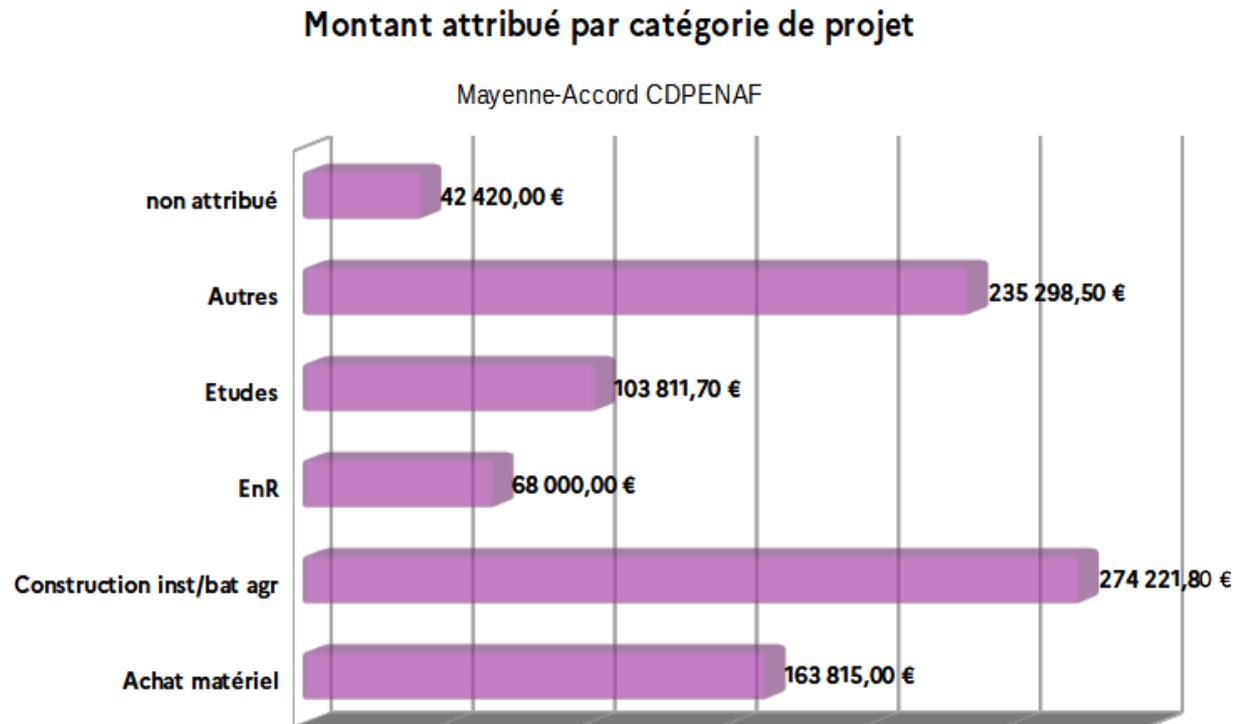
Typologie des mesures financées par CCA - 2020-2022



# 1-Bilan quantitatif 2022

## Compensation collective agricole:

Point d'étape des CCA acceptées par la CDPENAF en volume financier des actions proposées:



=> Un point d'avancement spécifique CCA sera effectué au 1<sup>er</sup> trimestre 2023 auprès de la CDPENAF.

# 2-Bilan qualitatif 2022

## 2-1 Avis sur les autorisations d'urbanisme :

- 76,5 %, favorable ou favorable avec réserves (90 % en 2021)
- 23,5 % défavorable (10 % en 2021)

**=> la CDPENAF est une instance de concertation qui permet d'améliorer les projets et donne des recommandations aux porteurs de projet.**

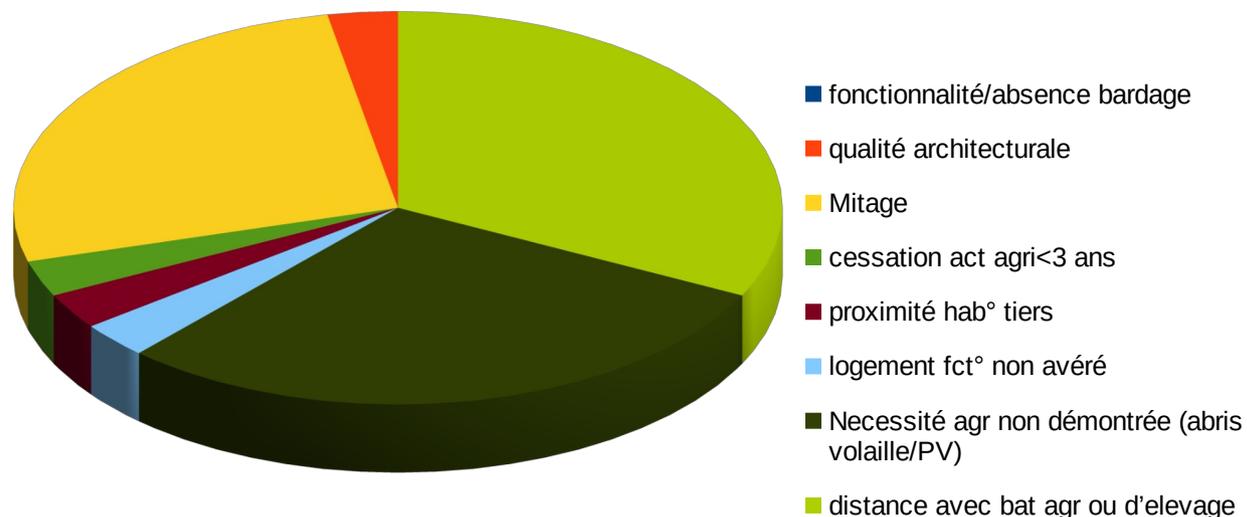
Motif des refus exprimés par la CDPENAF

2022

Motifs des refus

2022

en Mayenne :



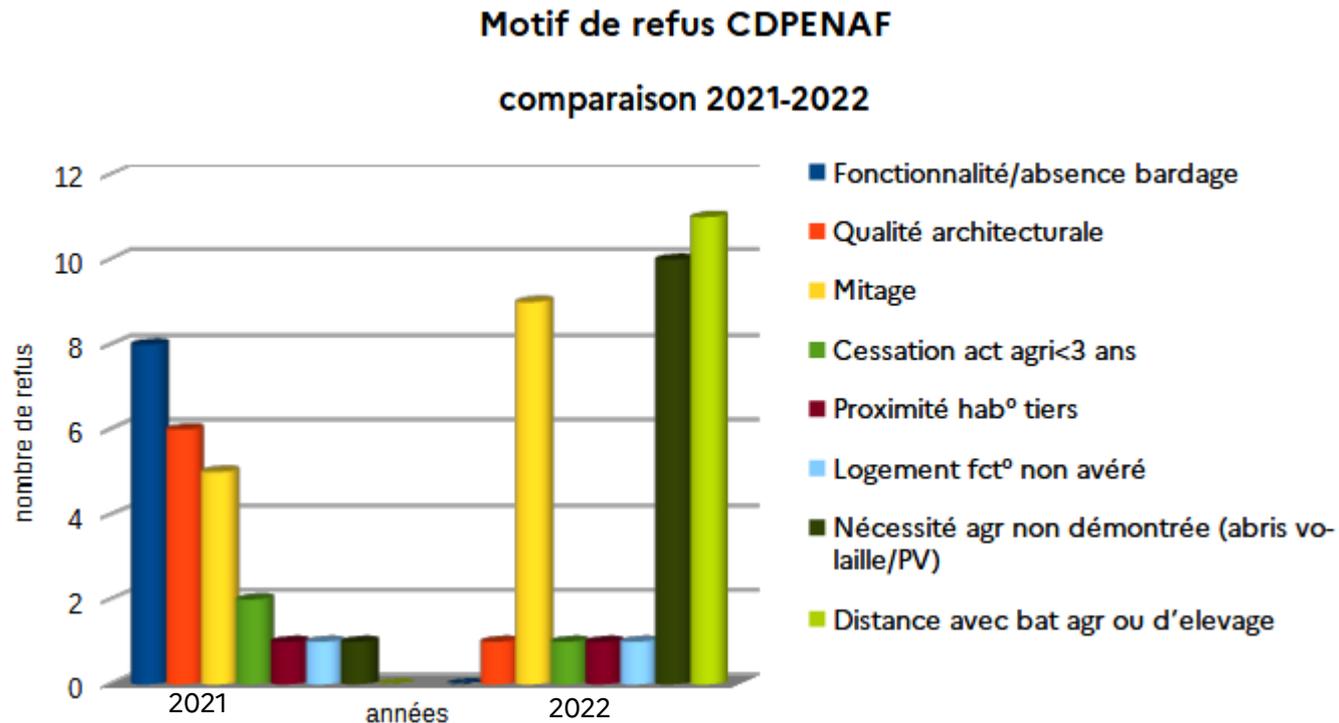
PRÉFET  
DE LA MAYENNE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

E

# 2-Bilan qualitatif 2022

## 2-1 Autorisation urbanisme: Evolution des avis



Les avis émis en 2021 ont été pris en compte pour améliorer les dossiers présentés en 2022 sur le bardage et la qualité architecturale.

En 2022, d'autres motifs de refus ont sensiblement augmenté : bâtiments supports de photovoltaïque, distance avec les bâtiments agricoles.

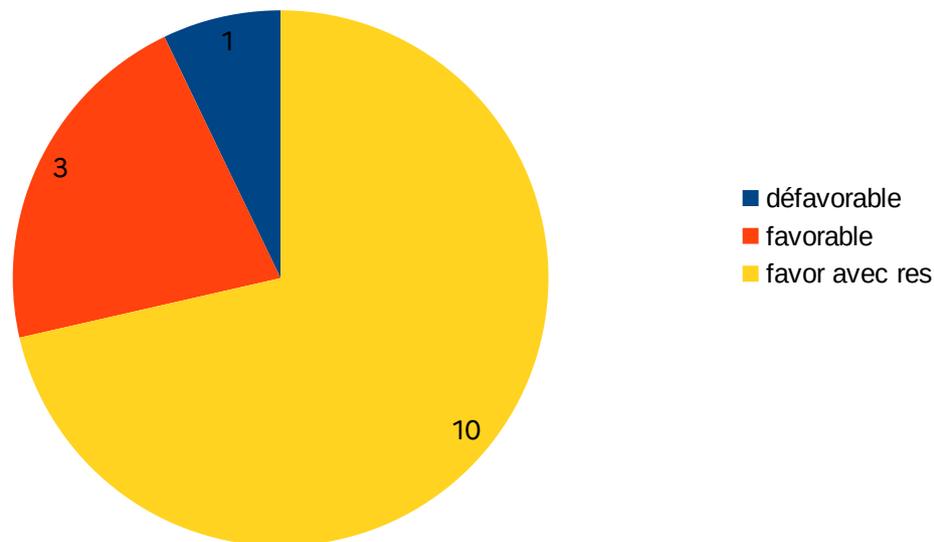
# 2-Bilan qualitatif 2022

## 2-2 Avis sur les documents de planification d'urbanisme :

- 21 % favorable
- 71 % favorable avec réserves
- 7 % défavorable

- PLU Château-Gontier (Def)
- PLUi CCBM : 1 modif (Fav Res) + 4 rév allégées (Fav Res)
- PLU Averton (DP carrière) (Fav)
- PLUi Laval Agglo : 1 modification (Fav Res)
- PLUi Loiron : 1 modification (Fav Res)
- Carte com. Prée d'Anjou : élaboration (Fav Res)
- PLU Craon : DP ZA Eiffel (Fav Res)
- PLUi Mayenne Co : 1 modification (Fav Res)
- PLU Renazé : : 1 modification (Fav) + 1 DP (Fav)

Avis CDPENAF 2022- planification urbanisme



# 3-Perspectives pour 2023

3-1 Incidences de la Loi 3DS du 21 février 2022

3-2 Incidences de la Loi Climat (ZAN)



**PRÉFET  
DE LA MAYENNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Bilan de la CDPENAF - 2022**

# 3-1 Incidences de la Loi 3DS

## 1/ Modification de la composition de la CDPENAF :

En application de l'article 60 de la loi qui modifie l'art D.112-1-1 du code rural,

**la CDPENAF comporte désormais un membre supplémentaire : le représentant ou non d'une métropole.**

Aucune métropole en Mayenne => un représentant supplémentaire des collectivités territoriales ou de leurs groupements.

**\*circulaire en cours de publication**

# 3-1 Incidences de la Loi 3DS

**Décret du MAAF du 09/06/2015 et arrêté préfectoral du 15/12/2020 à modifier :**

- **Présidence de la CDPENAF : Mr le préfet**
- Le président du conseil départemental
- Deux maires (MM. Brodin et Gigan) + un représentant de président d'EPCI (M. Dilis)
- **Le représentant des collectivités (hors métropole)**
- La directrice départementale des territoires
- Le président de la chambre d'agriculture
- Les présidents des organisations syndicales agricoles représentatives (4)
- Le représentant de l'association Terres de Liens (M. Chesnel)
- Le représentant du syndicat départemental de la propriété rurale (M. De La Fonchais)
- Le président du syndicat des propriétaires forestiers (M Du Fou de Kerdaniel)
- Le président de la fédération départementale des chasseurs (M Moulière)
- La présidente déléguée de la chambre départementale des notaires
- Les représentants de 2 associations : Mayenne Nature Environnement (Mme Burban), Fédération pour l'environnement en Mayenne (M. Beillard)
- Le directeur de l'INAO

**=> 20 membres avec pouvoir de voter**

**Voix consultatives :** un représentant de la SAFER et le directeur de l'ONF

**Bilan de la CDPENAF - 2022**

# 3-1 Incidences de la Loi 3DS

## 2/Audition des représentants des collectivités

L'audition des élus des collectivités au titre des documents d'urbanisme ne peut être refusée par la CDPENAF.

=> en Mayenne, les élus sont entendus par la commission dès qu'ils en font la demande.

# 3-2 incidences de la Loi Climat

Mars/avril 2023 :

1ère communication régionale sur la répartition territoriale de l'effort de réduction de consommation des espaces NAF.

=>information de la CDPENAF.

***Merci de votre attention***



**PRÉFET  
DE LA MAYENNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Bilan de la CDPENAF - 2022**